



Informations du Guatemala

6° année / N°257

du 11 au 16 février 1987

POLITIQUE

Le mouvement révolutionnaire, une alternative politique
Le Guatemala réclame l'équilibre des forces
Le problème des forces de sécurité
Les détachements militaires sont renforcés
150 millions de dollars en 1988
L'ambassade des Etats-Unis finance la Contra

INSURRECTION

L'armée perd 63 hommes

SITUATION SOCIALE

Un taux élevé de dénutrition infantile
Un taux élevé de mortalité infantile
Des abus de produits chimiques

DROITS DE L'HOMME

Une jeune femme retrouvée morte
Des protestations contre les abus des corps de sécurité
La criminalité augmente

4°P.12315

POLITIQUE

LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE, UNE ALTERNATIVE POLITIQUE

"Le mouvement révolutionnaire s'est construit en tant qu'alternative politique", a déclaré le 12 février Rodrigo Asturias, le commandant Gaspar Ilon de l'Organisation du peuple en armes (ORPA), en dressant le bilan des activités de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) durant l'année 1987.

Selon Asturias, interrogé par la station de radio "Voz popular", l'armée n'a pas réussi, au cours des deux années de gouvernement démocrate-chrétien, à anéantir le mouvement révolutionnaire. Celui-ci a, au contraire, renforcé ses capacités combattives et maintenu l'initiative face à une contre-offensive permanente de l'armée.

Jorge Soto, le commandant Pablo Monsanto des Forces armées rebelles (FAR) a quant à lui rappelé que l'URNG ne réclame pas la dissolution de l'armée, mais une solution politique au conflit armé interne.

L'URNG souhaite que l'armée cesse d'être le "recteur" de la société guatémaltèque et remplisse les fonctions institutionnellement définies. Ce n'est pas le procès de l'armée en tant qu'institution qui est demandé, mais celui de certains militaires qui ont ordonné des crimes de guerre et contre l'humanité, a ajouté Asturias. "Des groupes corrompus et génocides ont conduit l'armée à ne plus pouvoir assumer la responsabilité des actes de tous les officiers et membres de la troupe".

Ricardo Ramirez, le commandant Rolando Moran de l'Armée de guérilla du peuple (EGP), estime que le gouvernement est contraint par l'armée à refuser le dialogue avec les insurgés, en dépit des demandes exprimées par de nombreux secteurs de la population en vue de trouver des solutions politiques au conflit armé interne. "L'URNG exige que le gouvernement renoue publiquement le dialogue, sur la base des accords d'Esquipulas II".

LE GUATEMALA RECLAME L'EQUILIBRE DES FORCES

Le 11 février, le ministre des Affaires étrangères, Alfonso Cabrera Hidalgo, s'est prononcé en faveur de l'établissement d'un "équilibre des forces" dans la région centraméricaine. Pour le Guatemala, cet équilibre se traduit par la nécessité d'une armée "plus forte" ; le gouvernement a insisté en ce sens auprès des Etats-Unis pour obtenir une aide militaire plus importante.

Le ministre a également fait savoir que le gouvernement du président Cerezo n'établirait pas de relations diplomatiques avec Cuba ni avec l'Union soviétique. Les visas de six mois accordés aux ressortissants de ces deux pays pour séjourner dans le pays ne seront pas prorogés. Le gouvernement démocrate-chrétien ne reconnaîtra pas non plus la Chine populaire et, au contraire, renforcera ses relations avec le Japon, Taiwan et la Corée du sud.

LE PROBLEME DES FORCES DE SECURITE

Selon un rapport du département d'Etat connu le 10 février, les forces de sécurité continuent à poser un problème en raison de leur intervention dans des actes de violences. Le document nord-américain fait mention de 83 cas de violence politique dans le pays de janvier à novembre 1987, soit 43 de moins que l'année précédente pour la même période.

D'autre part, une publication de la police nationale signale que la population guatémaltèque est "fatiguée" de supporter les abus de certains policiers, qui, par mauvaise éducation ou excès de boisson menacent des citoyens et provoquent des actes délictueux. Ce document analyse les bons et les mauvais côtés de l'institution militaire, et pose le problème du procès de certains de ces membres.

LES DETACHEMENTS MILITAIRES SONT RENFORCES

La presse du 10 février signale les constants mouvements de troupes enregistrés dans les départements du Suchitepequez et de Solola (sud du pays). A l'exception de quelques mouvements de relève, la majorité consiste en des "renforcements" des troupes, et sont appuyés par des hélicoptères d'artillerie de la Force aérienne guatémaltèque. Le personnel militaire se déplace par convois de 6 à 8 unités et se replie dans les zones dites de conflit : Patulul, San Lucas Toliman Santiago Atitlan et Chicacao.

150 MILLIONS DE DOLLARS EN 1988

L'ambassadeur nord-américain James Mitchel a fait savoir le 10 février que le montant de l'aide économique accordée par son pays serait de 150 millions de dollars en 1988. Il a également remarqué qu'aucune amélioration n'avait été enregistrée du point de vue social au Guatemala au cours des années 80. Les taux de mortalité infantile et d'analphabétisme sont toujours aussi élevés.

Il a souligné que l'instauration de la démocratie et les voyages à l'étranger du président Cerezo ont apporté des améliorations dans divers domaines ; néanmoins, dans le secteur social, "le retour de la démocratie n'a pas été suivi d'effets très visibles jusqu'à présent".

L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS FINANCE LA CONTRA

Le 12 février, José Luis Solis Garcia a dénoncé le fait que l'ambassade des Etats-Unis octroie 5 dollars par jour et par Nicaraguayen présent au Guatemala et partisan de la Contra.

Luis Solis, ex-membre de la Contra a déclaré : "Il est injuste que l'argent de l'ambassade des Etats-Unis aille dans les poches des dirigeants, qui ne distribuent qu'un peu de nourriture tous les 15 jours".

Solis a également affirmé que les manifestations régulières organisées par la Contra au Guatemala sont payées. "Ce ne sont pas des Nicaraguayens qui manifestent, mais des Guatémaltèques pauvres".

INSURRECTION

L'ARMEE PERD 63 HOMMES

L'URNG déclare avoir infligé 63 pertes (morts et blessés) à l'armée au cours d'opérations effectuées dans l'ouest le nord-ouest du pays. 41 pertes sont le résultat d'une opération d'encercllement réalisée le 12 février dans le département de Chimaltenango.

D'autre part, un communiqué officiel en date du 15 février rend compte d'un affrontement entre l'armée et les insurgés dans la région de Playa Grande, El Quiché : un mort et onze blessés dans le camp gouvernemental.

SITUATION SOCIALE

UN TAUX ELEVE DE DENUTRITION INFANTILE

Lors d'une conférence de presse donnée le 9 février dans la capitale du Guatemala, le docteur Arabang Maruping, présidente du comité directeur de l'UNICEF, a reconnu que le taux de dénutrition infantile au Guatemala est élevé. Les enfants concernés n'auront pas une croissance normale et souffriront à l'âge adulte de troubles mentaux et physiques.

Selon le médecin, les problèmes qui attendent les habitants centra-méricains sont dus au fait que leurs gouvernements n'ont pas su programmer leurs dépenses et donnent la priorité à des ministères de moindre importance.

Les organismes d'intégration centraméricains signalent de leur côté que les conditions de "pauvreté critique" se sont accentuées. Les 2/3 de la population de certains pays de la région présentent des taux de sous-nutrition inférieurs de 75% aux normes internationales.

UN TAUX ELEVE DE MORTALITE INFANTILE

Le 15 février, Roberto Unda, consultant international en santé publique, a révélé qu'un enfant guatémaltèque sur dix meurt au cours de sa première année de vie. Les indices de mortalité des enfants de moins de 5 ans sont beaucoup trop élevés. La majorité des enfants guatémaltèques meurt de diarrhée ou de maladies respiratoires, aggravées par la dénutrition, en particulier en zone rurale.

DES ABUS DE PRODUITS CHIMIQUES

Le 15 février, la Commission de l'environnement a attiré l'attention du président Cerezo sur les dangers que présentent la fabrication et l'utilisation dans le pays du produit chimique "Paraguat". L'utilisation de ce produit a été interdite dans d'autres pays, en raison des dommages graves qu'il provoque sur la flore et la faune. Le Paraguat sert à détruire les plantations de produits stupéfiants.

DROITS DE L'HOMME

UNE JEUNE FEMME RETROUVEE MORTE

Ana Elizabeth Paniagua Morales, qui avait été enlevée le 9 février, a été retrouvée morte dans la municipalité de Palencia, département du Guatemala. Son corps présentait des traces de torture et d'impacts de balles.

Une autre information relate le cas de Lucia Hernandez Lopez, 18 ans. Enlevée le 24 janvier, le jeune femme a été retrouvée aveugle, à la suite d'une injection d'une substance toxique. Elle souffre d'un grave traumatisme psychologique, à la suite des tortures dont elle a été victime.

Le Conseil régional des personnels enseignants, administratifs et étudiants du centre régional de l'université de San Carlos (Huehuetenango) a demandé des explications aux autorités sur la disparition de l'ingénieur agronome Irving Paul Tillmans, directeur du centre universitaire du Nord, enlevé il y a trois mois.

DES PROTESTATIONS CONTRE LES ABUS DES CORPS DE SECURITE

Le 15 février, le Groupe d'appui mutuel (GAM) aux proches de disparus, a demandé au gouvernement de ne pas occulter le génocide du peuple du Guatemala.

Les habitants du sud-ouest du pays ont demandé que cessent les abus et les violations des droits de l'homme commis par les forces de sécurité dans la région.

Dans un communiqué envoyé à la presse, les habitants de la municipalité de Malacatan, département de San Marcos, frontalier du Mexique, protestent contre les nombreuses arrestations illégales effectuées par l'armée, la police nationale et la police des douanes.

Le GAM exige du président Cerezo et du procureur des droits de l'homme, Gonzalo Menendez de la Riva, que des mesures concrètes soient prises pour freiner ces violations. Il réclame des éclaircissements sur le sort des milliers de disparus, enlevés par les forces de sécurité.

Dans un document publié par la presse, le GAM présente une liste de 96 témoins de faits répressifs attribués aux forces de sécurité de l'Etat ; le tribunal des droits de l'homme aurait dû se prononcer sur ces actes depuis le 2 février.

LA CRIMINALITE AUGMENTE

De source privée, on apprend que le nombre de délits tels les assassinats, les enlèvements et les vols est plus élevé en 1987 qu'en 1986 : 58 enlèvements en 87 (48 en 86), 762 vols (contre 680), 508 cas de délinquance (contre 311).

Si les entrepreneurs estiment que cette augmentation ne peut être attribuée à un seul facteur, ils considèrent néanmoins que le problème de l'inflation est l'une des causes qui affectent le plus la population. Il y a des répercussions sur les prix des produits de base, sur le chômage et la diminution de la valeur de la monnaie.